

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
2 avril 2009
N° 2072
1,30 €

**PSOE et PP
scellent leur accord**



Confondus !





La claque

DÉBOUTÉ le préfet Rey! Débouté Anxolabehere, président de la Chambre d'agriculture de Pau! Relaxée Euskal Herriko Laborantza Ganbara! Relaxé Michel Berhocoirigoin, son président! On ne boudera pas notre plaisir: la relaxe prononcée est une immense victoire sur l'arrogance et la rancœur, un camouflet sans précédent pour le représentant du gouvernement et les dirigeants de la FNSEA qui avaient voulu faire de ce procès une affaire éminemment politique.

Il faut savoir gré à la présidente Marie-Catherine Robert d'avoir su résister aux pressions de toutes sortes pour dire simplement le droit. Car enfin, les débats à l'audience avaient bien montré que, juridiquement, les accusations proférées à l'encontre d'EHLG et de son président de vouloir entretenir la confusion dans l'esprit des gens et même de se substituer à la chambre d'agriculture paloise ne tenaient pas la route. Encore fallait-il que la cour écarte la tentation d'une condamnation de principe pour sortir le préfet et le président de la chambre paloise de l'impasse judiciaire dans laquelle ils s'étaient enfoncés par rancune et aveuglement.

La décision obtenue du tribunal de Bayonne fera date, car elle a une portée politique sans précédent. Elle met un terme à quatre années de mensonges et d'agressions de la part des instances préfectorales et de la FNSEA qui, se fondant sur une prétendue illégalité d'EHLG, n'ont cessé de mettre des entraves au travail admirable mené par Laborantza Ganbara. Jusqu'à semer le doute dans l'esprit de nombreux paysans et soutiens de la chambre alternative.

En mettant en lumière sa légalité et, en creux, l'illégalité des agissements des autorités de l'Etat, cette relaxe scelle incontestablement la légitimité de Laborantza Ganbara qui sort renforcée de l'épreuve qui lui a été infligée. Elle lui permet de consacrer dorénavant tout son temps, toute son énergie au développement de l'agriculture durable qui est sa raison d'être. Dans le même temps, elle relance la revendication d'une chambre d'agriculture officielle pour Iparralde.

Le jugement rendu jeudi apporte un peu plus d'eau à cette cascade de décisions qui, en ce mois de mars printanier, traduit un véritable retournement de situation dans l'épreuve de

force que l'Etat français a voulu nous imposer. Il s'ajoute au revers infligé à l'administration fiscale par le tribunal administratif et à la reculade du préfet de région qui ne donne aucune suite aux pitoyables manœuvres d'intimidation auxquelles il s'est livré à l'encontre du président Rousset à propos du délibéré pris par le conseil régional en soutien aux actions d'EHLG. Elle met en exergue l'autisme et la démonétisation de représentants de l'Etat de moins en moins en prise avec la réalité du terrain. Leur perte de crédibilité n'a jamais été aussi flagrante.

L'heureux épilogue de jeudi montre aussi que seule la mobilisation d'une masse sociale significative autour de moyens d'action pacifiques et démocratiques, est capable d'obtenir des victoires politiques d'importance. Il valide le refus de la violence dans la lutte pour la reconnaissance de notre territoire et, par là même, renvoie à leur irresponsabilité la ministre Alliot-Marie et son exécutant local dont la stratégie de blocage et de tension ne trompe personne.

La force de l'argumentaire développé par Michel Berhocoirigoin à la barre, la conviction avec laquelle les deux avocats avaient plaidé la relaxe —particulièrement Jean-René Etchegaray, véritablement habité par la cause qu'il défendait— ont emporté la décision. Rarement aura-t-on vu un délibéré reprendre de la sorte, point par point, l'ensemble des arguments de la défense pour les porter au crédit du prévenu et au débet de l'accusation. Après une telle démolition de l'échafaudage qu'ils avaient mis sur pied, il nous étonnerait fort que les accusateurs repartent à l'assaut de la place forte d'Ainize.

S'appuyant sur un pseudo délit fabriqué de toutes pièces, et, qui plus est, en traînant Michel Berhocoirigoin devant un tribunal pénal, alors que ce genre d'affaire se règle toujours au civil, le préfet Rey et son séide Anxolabehere n'avaient d'autre but que de salir et humilier un honnête homme. En ces temps où tant de gens sont confrontés à des difficultés économiques, où 100.000 personnes supplémentaires pointent au chômage chaque mois dans l'hexagone, une ministre, un préfet ou un syndicat n'ont-ils donc rien de mieux à faire que de manigancer pour abattre, par tous les moyens, un militant exemplaire d'une cause juste?

Eguzki izpiak eta ximistak

ARO bikaina zen martxoaren 26an, Baionako auzitegi aitzinean. Eguzki izpiak, berri on batentzat. Memento zinez hunkigarria, Mixel Berhocoirigoin eta Euskal Herriko Laborantza Ganbara xuriturik atera zirela jakitean. Besarkadak, irriak, txaloak, malkoak begietan... Zergatik hainbeste emozio? Azkenean, zer zegoen jokoan? Elkarrearen izena den bezala atxikitzea ala aldatzea (prokuradorearen arabera, egokitzea). Ez besterik. Ez zen gehiago aipu presondegi arriskua, elkartea debekatzeko mehatxua... Auzia iragan zen bezala, aukera horiek desaktibatua ziren. Auzia bera hain komikoa izan zen zenbait mementotan, non formalitate hutsa izan behar baitzuen zuritzeak, eta formalitate huts bezala, berria emoziorik gabe hartzea izanen baitzen logikoena.

Baina hunkigarria izan zen. Batetik, euskaldunak ez garelako ohituak Frantziaren kontrako auziak irabaztera. Zuzen kontra auziak galtzeko ohitura hain barna sartua dugu, non gure galtzaile mentalitate kronikoaren eritasun hain errotuak ez baigaitu uzten baikor izaten. Eta auzia irabaztea, horregatik ere izan da bozkario iturri. Batzuetan posible da irabaztea.

Emozioaren bigarren arrazoia da, bereziki Mixel Berhocoirigoin eta bere kideentzat, urteetako eta urteetako lana, mobilizazioa eta tentsioa metatuak zirela. Berhocoirigoinen emozio handi hura urteetako borroka horrek esplikatzen du. Joan den osteguneko ez zen auzi soil baten irabaztea, baizik eta 20-30 ur-

te hauetako borrokako bataila sinboliko bezain inportante baten irabaztea.

Halaber, lana ongi egiteak fruitu onak dakartzala erakutsi du auziak. EHLGk frogatu du adostasun zabala, bide zibil eta demokratikoak, lanketa juridiko zorrotza eta beste hainbat ezauzgarri dituzten ekimenek funtziona dezaketela herri honetan. Bai, EHLGren ekimena eredugarria da. Bide horiek baikorrak dira gure herriarentzat.

Korrika baikorra den bezala. Korrika Euskal Herriko bideetatik pasatzen den urte guziz, halako zirrara bat sentitzen da, Euskal Herria gorpuzten duen lasterketa, euskara ohoratzen duena, eta denek txalotzen dutena. Korrika ere eredugarria da. Baina aste honetan ikusi dugu etsaiak gogor ari zaizkiola kontra, Nafarroan. Nafarroako Gobernuak aitzakia ttipia aski izan du diru laguntzak kentzea erabakitzeke.

Zorigaitzez, bada beldurtzekoa Euskal Autonomia Erkidegoan ere ez ote zaizkion urte zailak heldu Korrikari... Eta Korrikari bezala euskalgintzako beste sektore anitzi. PPK eta PSE-EEK egun hauetan izenpetzekoa duten akordiotik landa, euskara galtzaile izanen dela beldurtzekoa bada. Eta Ipar Euskal Herriak badu kezkatzeko arrazoinik aski. Iparraldeko erakunde anitz diru laguntzarik gabe gelditu daitezke, PPreten eta PSE-EEren gobernuak EAeko erakundeak baizik ez laguntzea erabakitzeko. Ximistak mehatxuka ari dira...



... que Le Pen, devant le Parlement européen, ait de nouveau qualifié les chambres à gaz de «détail» de l'histoire, provoquant un tollé général dans l'hémicycle. Pour le vieux facho qui n'intéresse plus personne, la shoah est toujours un bon sujet pour un show!

... et réjouie que, sur décision générale de la gendarmerie nationale, un gendarme mobile qui avait exprimé sur Facebook sa préférence pour «les ratonnades» ait été suspendu. C'est pas Tartaro qui ira le décrocher!

... et réjouie que la candidature du juge Garzón à la présidence du tribunal suprême de la Communauté autonome ait été retoquée par les autorités judiciaires de Madrid pourtant tenues par ses copains du PP et du PSOE. Ce n'est pourtant pas faute de s'être accroché à leurs basques.

... pas tant que ça des déclarations d'Arnaldo Otegi qui voit de «sérieuses difficultés» à intégrer Aralar au vaste pôle souverainiste qu'il appelle de ses vœux. C'est vraiment pas compliqué: le pôle indépendantiste est ouvert à tous, sauf à ceux qui ne sont pas à Batasuna.

... du tangage au sein du PNV d'Iparalde où les deux derniers présidents du buru batzar, mère et fils, seraient en passe d'être éjectés des instances du parti. Comme dit la chanson: «Aitor, Aitor, etxera...»

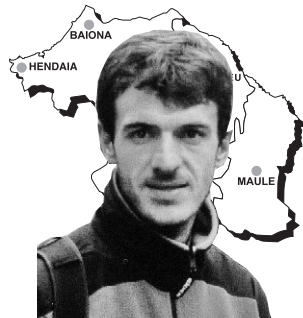
... pas tant que ça, que Jean Grenet, député-maire de Bayonne, qui avait refusé de signer la pétition demandant l'abandon des poursuites contre EHLG, félicite Jean-René Etchegaray pour la relaxe obtenue en déclarant «ce procès n'avait pas lieu d'être». En volant au secours de la victoire Jeannot n'a pas peur de se crasher.

... pas tant que ça, de la rumeur qui court en ville (et surtout en campagne) qu'à la suite du camouflet infligé par le tribunal de Bayonne jeudi dernier, la Chambre d'agriculture paloise aurait demandé à son président de changer de nom pour s'appeler dorénavant Axolagabe.

L'heure des «dissidents» en Irlande ?



LA menace représentée par les organisations républicaines «dissidentes» opposées au processus de paix en Irlande du Nord était pour beaucoup une inconnue jusqu'à ces dernières semaines. Tout le monde est désormais convaincu qu'elle est considérable. Le 7 mars dernier, deux soldats britan-



niques étaient tués lors d'une attaque contre la base militaire de Massareene revendiquée par deux organisations armées républicaines dissidentes, la Real-IRA et Ogligh na hEireann. A peine deux jours plus tard, c'est la Continuity-IRA qui assassinait un policier de la PSNI, la police nord-irlandaise. Bien plus que par leurs capacités militaires très limitées, c'est par leur aptitude à cristalliser et exacerber les mécontentements de la communauté républicaine et, in fine, à compromettre le processus de paix, que ces trois organisations armées sont inquiétantes. Et elles le sont d'autant plus que leurs discours se voient confirmés par l'attitude injustifiable des autorités britanniques qui ont visiblement du mal à renoncer à plus de trois décennies de pratiques barbouzardes...

L'épouvantail des forces spéciales britanniques

Cela fait plusieurs mois que les trois organisations armées républicaines essayaient de commettre un attentat. D'un certain point de vue, il aurait peut-être mieux valu qu'elles réussissent plus tôt, avant que les Britanniques ne redéplient une unité des Forces Spéciales en Irlande du Nord, à la demande de Hugh Orde, le chef de la PSNI. Cette décision absurde a fourni aux trois organisations armées dissidentes une occasion idéale de légitimer des attentats qu'elles auraient de toute façon commis. Ogligh na hEireann ne s'est ainsi pas privé de présenter son action comme «une réponse au retour en Irlande du Régiment Spécial de Reconnaissance (SRR)». Il ne faut pas sous-estimer l'épouvantail que constituent à juste titre les Forces Spéciales britanniques en Irlande du Nord, tant elles ont été partie prenante des heures les plus sombres du conflit. Le SRR est par exemple dirigé par Gordon Knerr qui n'est pas un étranger en Irlande du

David Lannes

Nord puisqu'il y a commandé, de 1987 à 1991, la tristement célèbre FRU, une branche des Forces Spéciales responsable de la mort de 15 catholiques dont l'avocat des droits civiques Pat Finucane.

Poursuivant on ne sait quelle logique, Hugh Orde ne s'est pas borné à demander et obtenir le retour des forces spéciales. Il a également mené l'enquête sur les deux attentats d'une manière qui ne peut que rappeler l'époque de la «direct rule» britannique. Plusieurs fiefs républicains ont ainsi été investis sans ménagement par la PSNI et la manière dont ont été traitées les quelques personnes arrêtées est indigne d'un Etat de droit. Attardons-nous par exemple sur le cas de Colin Duffy, inculpé le 27 mars pour l'attaque de Massareene. Ce militant républicain connu était jusqu'à très récemment membre et porte-parole de l'organisation républicaine «dissidente» (mais opposée à la lutte armée) Eirigi. De nombreux médias se sont pressés d'en faire un coupable idéal, et la PSNI l'a finalement arrêté le 14 mars, tout en reconnaissant que cette arrestation n'était fondée «sur aucune preuve». Après 7 jours d'emprisonnement, la PSNI a manifesté son intention de maintenir Colin Duffy et les autres prévenus en détention en vertu d'une loi récente qui autorise l'incarcération sans charge de personnes suspectées de terrorisme pour une période de 7 jours renouvelable 3 fois. Mais un jugement du Président de la Haute Cour de Justice d'Irlande du Nord a alors invalidé la prolongation de la détention de Colin Duffy et de ses camarades. Ils ont donc été libérés... mais Colin Duffy a été réarrêté dès sa sortie de prison! Il faut être aveugle pour ne pas voir qu'une telle attitude ne peut que renforcer le camp des «dissidents». Comment par exemple donner tort à Eirigi quand cette organisation déclare que la PSNI agit «au mépris de ses propres cours de justice»? Et le fait que la personne au centre de cette histoire soit Colin Duffy ne fait que renforcer le malaise. Il avait déjà fait 3 ans de prison de 93 à 96 à cause d'un faux témoignage orchestré par la RUC (l'ancêtre de la PSNI) et était le client le plus connu de la célèbre avocate Rosemary Nelson, assassinée par des loyalistes en 1999 (la complétude éventuelle de la RUC dans ce meurtre fait l'objet d'une enquête officielle). Harcelé pendant de longues années par la RUC, Colin Duffy l'est aujourd'hui par la PSNI (même s'il est coupable, c'est assurément l'impression que donne la gestion déplorable de l'enquête). On peut donc craindre

que de plus en plus de personnes se laissent convaincre par la simplicité de l'équation PSNI=RUC.

Position délicate du Sinn Fein

La position du Sinn Fein est donc extrêmement délicate puisque ce parti a décidé de soutenir la PSNI lors d'un congrès historique en 2007. C'était là une des plus importantes étapes du processus tant cette décision tenait de la révolution copernicienne pour les Républicains du Sinn Fein. Ils ne cessent depuis de répéter que la PSNI est au service de toutes les communautés d'Irlande du Nord et n'a rien à voir avec la RUC de triste mémoire. A cause de l'incompétence criminelle d'Hugh Orde, on peut craindre que le discours du Sinn Fein sonne bien creux à côté de celui d'Eirigi, par exemple, qui estime que «ceux au sein de la communauté nationaliste et républicaine qui ont promis une forme de police britannique acceptable et responsable en Irlande doivent concéder que leurs plans tombent en morceaux».

Le pire dans cette affaire est que le Sinn Fein est muselé. Les deux attentats du mois de mars exigeaient en effet une condamnation sans équivoque de sa part. Il ne pouvait en être autrement car les Unionistes auraient saisi ce prétexte pour paralyser une nouvelle fois le gouvernement autonome de Stormont, qui n'aurait probablement pas survécu. Le moins que l'on puisse dire est que la condamnation de Martin McGuinness a été sans nuance: ceux qui ont perpétré les attentats, a-t-il déclaré, «sont des traîtres à l'île d'Irlande, ils ont trahi les désirs politiques, les espoirs et aspirations de l'ensemble du peuple qui vit sur cette île». Immanquablement, c'est Martin McGuinness lui-même qui s'est fait traiter de traître par ses opposants au sein de la communauté républicaine, qui sont de plus en plus nombreux à compléter l'équation précédente en PSNI=RUC=Sinn Fein. Pour le Republican-Sinn Fein (réputé proche de la Continuity-IRA), Martin McGuinness est ainsi «l'homme capable de la plus grave trahison dans ce pays depuis de nombreuses années - Martin McGuinness, Gerry Adams et leurs compagnons de route» et la Secrétaire Générale de l'organisation rajoute même: «Je crois que ça sera l'épithète de McGuinness sur sa pierre tombale». Fort heureusement, la déclaration de McGuinness a visiblement convaincu les Unionistes de continuer à jouer le jeu du processus. Mais il ne faut pas se leurrer. Les attentats de mars et l'attitude irresponsable des autorités britanniques et de leurs représentants locaux pourraient avoir de très graves conséquences...

Procès EHLG : énorme camouflet po

La relaxe prononcée par le tribunal de Bayonne en faveur de Laborantza Ganbara et de son président, Michel Berhocoirigoin, d'agriculture paloise. Sera-ce suffisant pour mettre un terme à quatre ans de mensonges et de harcèlement ?
Maryse Cachenaout, vice-présidente, Patxi Noblia, président de Laborantza Ganbara

Bonheur partagé

Michel Berhocoirigoin

Maryse Cachenaout,



Michel Berhocoirigoin, entouré de tous ses soutiens, après sa relaxe par le tribunal

TOUT a été dit sur le procès, avant, pendant et après. Mais puisque je dois encore livrer quelques sentiments, j'aimerais parler ici de la «libération» qu'a représenté ce mot «relaxe» qui a été prononcé le 26 mars 2009 au tribunal de Bayonne. Libération car enfin —j'espère— nous pourrions nous consacrer entièrement et sereinement à la seule finalité de notre structure: le développement de cette agriculture paysanne capable de donner espoir et perspective aux paysans, chez nous et ailleurs. Je pense à ces quatre années durant lesquelles nous avons dû faire face aux attaques incessantes, allant de la plus petite mesquinerie presque quotidienne jusqu'aux plus gros dossiers: blocage de cofinancements européens auxquels nous avons droit, blocage des dossiers Natura 2000 sur lesquels pourtant la France a obligation d'avancer, interventions directes sur des personnes ou des structures pour interdire tout partenariat avec nous, même dans le simple cadre d'une formation ou d'une intervention publique. Mais j'arrête parce que la liste serait très longue, trop longue... Je répèterai quand même aujourd'hui, à posteriori, ce que j'ai affirmé déjà souvent, y compris aux préfets successifs, à savoir qu'il est absolument inadmissible que les représentants de l'Etat

dont l'un des principes fondamentaux est —du moins officiellement— la séparation des pouvoirs, appliquent, avant toute décision de justice, les conséquences découlant de la décision de justice qu'ils souhaitent voir à

ces gens qui ont cru en nous, qui l'ont exprimé. Heureux pour tous ces paysans ou non paysans, qui, sans être sous les feux des projecteurs, ont depuis quatre ans assuré, été présents à toutes les occasions, ont répondu à



l'arrivée. Ils nous ont considérés coupables avant d'être jugés, et ont agi avec nous, contre nous, en conséquence. Malheureusement, ce comportement n'a pas été seulement celui de l'administration; la Chambre d'agriculture départementale a suivi le même sillon. Tout ce passé est là. Mais aujourd'hui, ce qui domine c'est le soulagement et le bonheur. Je suis heureux pour tous les gens qui sont heureux, pour tous

toutes les sollicitations. Je pense aussi à ceux qui étaient avec nous, secrètement, qui ont même douté malgré eux, tant il est difficile de résister dans les têtes quand les vents sont contraires. Le bonheur est plus grand quand il est partagé, et nous sommes très nombreux à le partager. Notre force est collective, la vérité est collective. C'est collectivement que nous savourons le bonheur. C'est collectivement que nous poursuivrons le chemin enfin dégagé.

ENBATA: Pour la vice-présidente de Laborantza Ganbara que vous êtes, le jugement de jeudi dernier est bien, en quelque sorte, la reconnaissance de l'utilité de Laborantza Ganbara, face à ceux qui cherchaient sa perte?

Maryse Cachenaout: Tant que nous n'étions que dans la contestation face à l'immobilisme de l'Etat, au nombrilisme de la chambre paloise, on nous a supportés, parfois tolérés. «Poursuivez le débat démocratique nous disait le préfet dans les années 2000, mais il y a une ligne jaune que l'on ne peut franchir». Pourtant, la revendication d'une chambre d'agriculture pour le Pays Basque afin de répondre aux spécificités de l'agriculture du territoire par un outil de proximité était largement partagée jusque dans les rangs des paysans de la FDSEA, mais rien n'y a fait. On ne voulait pas entendre, nous étions face à un mur.

Las d'attendre, en 2005 Euskal Herriko Laborantza Ganbara est créée. Cette fois, un acte plus que symbolique est posé! Pendant quatre ans, EHLG s'est construit, a travaillé au service des paysans, des collectivités, d'un projet: la promotion et le développement de l'agriculture paysanne. Le projet était

eta Xalbat Fa

ENBATA: Entzuten da Baionako auzitegiaren epai honenkin EHLG-ak bezainbat laborariet dutela irabazi. Zer diozue hortaz?

Xalbat Falxa: Bai, EHLG-ren lanean eta geroan sinesten dugun laborari guziok, irabazi dugu. Ahantzi gabe beste sustengatzaile guziak. Baina, ez dugu haunditasun amentsik. Gure aments bakarra da laborantza iraunkor eta garbi batetarik bizitzea. Gizartea horren galdegile da eta laborari etxetan ditugun kontrola guziak hor ditugu frogatzat. Azken lau urteetan, EHLG hor ukan dugu maila horretan sustatzaile, bere entsegu eta kontseiluekin. Euskal Herrian, laborantzatik oraino jende ainitz bizi dira, egin ahalak eginen ditugu etxalde guzien begiratzeko, gazteak instalatzeko. Azken denbora hauetan entzuten dugu etxalde ttipiek zailtasunak badituztela. Haundiek eza ote?

Enbata: Zein da zure ustez iparralde

2009ko apirilaren 2a

Susan George, une des références de l'altermondialisme, Présidente du C.A. du Transnational Institute (www.tni.org)

Du local au global

Les différents niveaux de prise de décision



Conférence de Susan George lors de la Formation spéciale des responsables du syndicat ELA le mardi 24 mars 2009.

Une des références de l'altermondialisme, Susan George (née aux Etats-Unis et citoyenne française depuis 1994) a été Vice-Présidente d'Attac France de 99 à 2006 et fait partie de son Conseil Scientifique. A l'heure où les dérives des banquiers et des dirigeants des grandes entreprises semblent réaliser l'extraordinaire exploit de rendre aux yeux de l'opinion les responsables politiques porteurs de l'espoir d'une sortie de crise, elle a présenté à Bilbao, lors d'une formation des responsables d'ELA, les origines de la crise, les différents acteurs en cause et les solutions possibles. En ce jour de réunion du G20 (voir encadré) voici quelques idées clés de la conférence.

Du local au global

Pour faire comprendre les différentes règles du jeu ayant des conséquences sur la vie de l'individu, Susan George a utilisé l'image des cercles concentriques, qui partent de l'échelle de l'individu à celle

de la planète (le dernier cercle). On passe ainsi par différents niveaux : le local/régional, les Etats, l'Europe, les organisations mondiales (OMC, la Banque Mondiale, le FMI, etc.). A chaque niveau les règles sont établies par des spécialistes. A l'échelle de la planète (sur les questions concernant le climat par exemple) se sont des scientifiques qui précisent certaines règles.

Qui a écrit les règles ?

On sait qu'au niveau du G20, les décisions qui sont prises sont souvent le fruit de négociations entre gouvernements. Cependant, il faut souligner que ces négociations portent sur des règles écrites par

des spécialistes de transnationales comme Amex ou City Corp (à une époque).

Ainsi il est intéressant de toujours vérifier qui a écrit les règles et dans l'intérêt de qui!

Les origines de la crise

En 1929, la Crise était plutôt celle du "monde riche".

La crise que nous vivons actuellement est une crise globale. Elle est la résultante de 4 crises qui se déroulent en même temps : une crise alimentaire (la croissance de la famine dans le monde ces dernières années en est une preuve), l'augmentation continue de l'écart de richesse ces 25 dernières années, une crise financière et enfin une crise climatique qui commence aussi à se faire sentir.

"G20 bezalako taldeetan, askotan, gobernuek negoziatzen dituzten araudiak multi-nazionalitateko profesional batzuek gomendatuak dira."



Susan George

Nous avons là tous les éléments qui montrent qu'il y a bien une crise globale.

Et ce même si au début on nous disait "Ne vous

inquiétez pas, c'est aux Etats-Unis que ça va mal", puis par la suite, "C'est aussi l'Europe mais pas le Sud..." avant que la crise ne touche aussi le Sud. Idem pour la crise qu'on nous mentionnait comme étant "uniquement financière..." alors qu'elle est devenue économique et que le nombre de chômeurs ne cesse de croître partout dans le monde.

Doctrine économique et quasi religieuse

Susan George nous confirme que le credo du néo-libéralisme a consisté à privatiser (en faisant croire que le privé était la solution pour les services moins chers, de qualité et efficaces)) et déréguler ("ce que le marché décide est bon pour tous!").

Cela a entraîné une compétition entre systèmes sociaux : pas simplement au niveau des salaires mais plus générale-

ment au niveau de de l'éducation, du logement, des conditions de travail, etc.

Une chose est sûre, avec le néo-libéralisme, les riches sont effectivement devenus riches aux dépens des pauvres. On est loin de la formule d'Henri Ford qui en 1930 disait "Je paie mes travailleurs pour qu'ils achètent une voiture".

Du circuit de la monnaie aux sub-primes

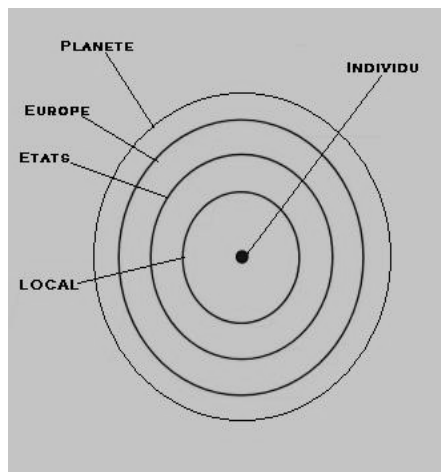
Un schéma simplifié du circuit de la monnaie chez Marx montre que la production est vendue contre une monnaie et les profits obtenus sont investis pour une nouvelle production.

Les riches ayant déjà tout le confort matériel (X frigos, Y voitures, etc.) n'achètent plus et placent les fonds en bourse. Ces placements (échangés entre banques) sont déconnectés de la réalité et du monde de la production.

D'autre part, les banques américaines ont cherché une catégorie de personnes (que certains appellent les "N.I.N.J.A". (no income, no jobs, non assets), des gens qui n'ont ni revenus, ni emploi, ni aucun bien) à qui prêter des hypothèques... en pensant que l'opération allait être couverte par un marché immobilier toujours à la hausse... alors que cela a abouti à la crise des subprimes...

"Txinatarrez krisia hitzak lanjerra eta aukera erran nahiak baditu"

On voit bien que face à tout cela les gouvernements qui se sont souvent contentés de répéter la formule "augmenter les impôts des classes les plus pauvres et baisser celle des plus riches" ont échoué.



Du local au global : différents niveaux de prise de décision

Crise : danger et opportunité

Le mot chinois pour la crise signifie à la fois danger et opportunité.

30 ans de néolibéralisme s'effondrent et le besoin de plus de démocratie, de social et d'écologie dans l'économie se fait encore plus pressant et devient plus évident pour la poursuite de l'émancipation de l'être humain.

G8, G20, FMI... brèves définitions pour s'y retrouver !

Le "G 20" :

Le Groupe des 20 (ou G20) est un forum économique qui a été créé en 1999, après la succession des crises financières dans les années 1990. Il vise à favoriser la concertation internationale, en intégrant le principe d'un dialogue élargi tenant compte du poids économique croissant pris par un certain nombre de pays.

Le G20 représente les deux tiers du commerce et de la population mondiale et plus de 90 % du produit mondial brut (somme des PIB de tous les pays du monde).

Le 15 novembre 2008, pour la première fois de son histoire, ce sont les chefs d'État ou de gouvernement qui se sont réunis et non uniquement les ministres des finances.

Le sommet de Londres ce 2 avril 2009 a pour objectif plus général de renforcer la coordination principalement dans quatre domaines: plans de relance économique, assainissement du système bancaire, dispositifs et règles de surveillance du secteur financier et aide aux pays émergents les plus touchés par la crise.

NB : Le G8 est un groupe de discussion et de partenariat économique de huit pays parmi les plus puissants économiquement du monde : les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, le Canada, et la Russie. Le G8 représente 61% de l'économie mondiale.

Le G20 est certes plus "présentable" que le G8 puisque les 20 pays représentent les deux-tiers de la population mondiale. Pour autant, en tant que "directoire autoproclamé, il reste illégitime". "Le G20 est pour l'instant un camouflage du G8, qui reste toujours aussi illégitime".

Il reste donc les Nations-Unies. Certes contestables, et malgré tous leurs défauts, les Nations-Unies, même sans attendre une indispensable réforme radicale, restent supérieures à tous les directoires.

Le FMI :

Le Fonds monétaire international (FMI) est une institution internationale multilatérale regroupant 185 pays, dont le rôle est de «promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté».



Le FMI assure donc la stabilité du système monétaire international et la gestion des crises monétaires et financières. Pour cela, il fournit des crédits aux pays qui connaissent des difficultés financières telles qu'elles mettent en péril l'organisation gouvernementale du pays, la stabilité de son système financier (banques, marchés financiers), ou les flux d'échanges de commerce international avec les autres pays.

L'institution a été créée en 1944 et devait à l'origine garantir la stabilité du système monétaire international, dont l'écroulement au moment de la Grande dépression des années 1930 avait eu des effets catastrophiques sur l'économie mondiale.

Pyrrhus

Galzagorri

Epirako errege zenak, duela 24 mende, beste guziek bezala gerla maite zuen.

Gerlak gainera irabazten zituen bainan hainbeste soldado hiltzen ziren hortarako non azkenean bakarrik gelditzen zen: gerla irabazia bainan denak hilak.

Geroztik, gerlaz etsiturik Daniel Rops-en liburu aipatua hor da "Mort où est ta victoire?".

Korrika bidez bide ibilki zaukun orduan oharra ezazola liteke.

Zerbait irabazten ari girela, bainan ere gauza handiak ez direa nonbait galtzen ari ere?

Irabazten ari girelarik maitasun piska bat euskararen alde, PPkoak Gasteizeko Legebiltzarraren buru jaritzen dira eta PSOEkoak Lehendakari jantziekin.

Arana Goiriren marrazak entzun ditazke.

Jose Antonio Agirre Lekube, gerla gorria zela, 36ko urrian "zin dagit" famatuaren erraiten ikusten duzue?

Eta Monzon?

Nor orhoit da haren kar eta hitz susuetaz?

Epiran bazitaizken hasperen eta auhenak gizonak etxerat itzultzen ez ikustean.

Gure ur geldien errepiran ez da filosoforik boza altxatu duenik.

Jondoni Paulok ere erran zuen omen "heriotz, non da zure garhaipena?"

Entzuten dira zorionez bideetako oinetakoen taupadak...

□

XANTAL MAYA

Berrogoi urte eta gero



Hizkuntzaren arlo batzu ezin ditu ikastolak erakutsi

Euskara hutsezko haurrendako jarduerak duela hogoitahamar, berrogoi bat urte hasi ziren Ipar Euskal Herrian. Garai hartan, familia euskaldunetako haurrei, euskaraz bizitzeko, ikasteko eta jolasteko aukera eman nahi zitzaie. Eman zaie, era dinamiko eta dinamizaziozaille batean.

Batzuen iritzi, holako lekuak arriskutsuak ziren, terroristak formatzeko balio zutelakoan. Ideia hau aski zabaldua zen hemendik gaindi.

Urteetan zehar, lan erraldoia egin da egitura euskaldunak gizartean onartuak izan daitezten. Lan hau eraginkorra izan da, gaur egun ez baitzaizkio bortxaz harriak botatzen ikastolan dabilen haurrari.

Bon, *super*, beraz!? Super, bainan ez *mega super*, ene ustez.

Ikastola eskola normala bezala ikusia...

Ipar Euskal Herriko ikastoletako gurasoen gehiena ez da euskalduna, ikastolen hasierako gurasoak ez bezala. «Guraso berri» hauek seme-alaba ikastolan ezartzea txalagarria da, dudarik gabe. Ez da urrats errexa izan behar. Lortu dugu, ikastola eskola normala bezala ikusia da. Eta hemen dago trüka. Ikastola ez da eskola normala. Ez da eskola klasiko bat, edo gehien hedatua den ereduakoa. Gizartean ia existitzen ez den hizkuntza batean ikasten baita. Haur eta ikasle ainitzentzat euskara ikastolako hizkuntza da. Ikastolakoak bakarrik batzuetan. Bon, Korrika kulturalak, herri elkargo batek edo bestek, elkarte batek antolatzen dituzte Pirritx eta Porrotxen ikusikizun, antzerki edo txontxongilo emanaldiak euskaraz. Hau ez da aski oinarritzko gabeziaren kontra joateko: etxeko hizkuntza. Izan ere, haur bat ikasle ona izan daiteke, ahal linguistikoki handiekin, guraso hipermotibatuekin (taloak astebururo egiten dituzten hoiek, ikusten?) Oso garrantzitsua da hori guzia egitea, ikastolako bizian inplikaturia izatea, eta baitezpadakoa ere da.

Nola erakuts hizkuntzaren arlo guziak...

Baina ez da aski. Hizkuntzaren arlo batzu ezin ditu ikastolak erakutsi eta familiaren gain gelditzen dira. Gurasoak nola lagundu? Haien eskuhartze pedagogikoaren garrantziaz nola konbentzitu? Irakasleak nola animatu? Hauek ere berrogoi urte ondok egiten den bilanean sartzen diren galderak dira. Sustut, ondoko

berrogoi urteetan euskara hutsezko irakaskuntza nola indartu jakiteko erantzun beharrekoak.

Euskara hutsezko irakaskuntza eta eskola "elebidunak"

Euskara hutsezko irakaskuntzaz aparte, eskola «elebidunak» daude. Ez da tabu bat (?): eredu honek ez ditu haurrak euskalduntzen. Beti bada eredu horretako ikaslea, osoki euskalduna dena (lehenago errandakoari lotuta, familia euskalduna duen ikaslea izanen da).

Beste batzuk euskara dakite kiskun-kaskun, etxen entzunik (egoera tipikoa, aitatxi-amatxiak euskaldun peto-petoak eta haurrei frantsesez egiten dietenak: «Où tu as le père?»)

Azkenik, haur hoiengatik zati batek euskara ez du ulertzen, ez du mintzatzen eta eskolako euskarazko orduak gaizki bizitzen ditu, normal... «Je veux arrêter le basque», «Le prof de basque nous punit quand on parle français alors je parle jamais en classe de basque», «Le basque, ça sert à compter et à faire des maths et des sciences».

Uste dut holako esaldiak askok entzun ditugula eta neri behintzat min egiten didate. Euskalduntzeko ordez, euskararengatik urruntzen ditugu, hurbildu nahian.

Erronka handiko galderak

Orain, egoera linguistikoki hain desberdinak dituzten haurrak nola elkartu? Badira egiturak, eman dezagun Uda Leku elkarteak. Uda Lekun, nola bildu maila hain desberdinak? Nola elkartu osoki euskalduna dena eta euskara doi-doi ulertzen duena? Nola eraman aktibitate bat euskaraz batzuek ez badute ulertzen?

Uste dut nagusiki bi iritzi mota daudela. Bata da erratea elebidunekoek ez dutela indarrik egiten euskaraz mintzatzeko eta besteen kaltetara dela hori (frantsesez hasten dira eta besteek segitzen dute maiz). Beste iritzi bat da elebiduneko hoiek ezin dutela euskaraz mintzatu hain luzaz, ez baitakite. Hau da, nahiz eta zuk ingles piskat jakin, pasako zinuek aste oso bat 24 orduz egunean inglesa mintzatzen, jakinez zure lagunek euskara badakitela eta zuk ere?

Erronka handiko galderak dira, hauek ere hausnarketa luzea eta sakona eskatzen dutenak.

□

Apirilaren 11an Ikastoletan Ate Idekitezak !!
www.seaska.net

4 jours pour s'éduquer à l'image

Les Rencontres sur les Docks sont un moment de découverte tourné vers un cinéma humaniste et de résistance contre le formatage

Les Rencontres sur les Docks en sont déjà à leur 5^{ème} édition et s'affirment aujourd'hui comme un rendez-vous important d'Iparalde sur le plan du cinéma de création et du cinéma documentaire en particulier.

Ce temps fort du travail mené par l'Atalante (l'association Cinéma et Cultures) toute l'année autour de la défense du cinéma d'auteur et de l'accompagnement des œuvres, se déclinera comme les années précédentes comme un moment de découvertes et de rencontres, tourné vers l'éducation à l'image et vers un cinéma humaniste que l'on pourrait qualifier également de cinéma de résistance (contre le formatage, contre ce qui tend à étouffer les voix et les modes d'expression les plus singuliers).

Une Programmation musicale et festive

Les Rencontres sont toujours un moment festif où la musique a toute sa place.

Quatre soirées-concerts seront proposées en collaboration avec l'association Einstein On the Beach.

Mercredi 8 avril / Quartier Pinchon

Le Quartier Pinchon : un son, une interprétation qui fait revivre des artistes oubliés tels que Benny More, Ulmer, Jo Privat...

Dans le Quartier Pinchon l'univers de Jacques Tati s'étend jusqu'en Andalousie, les rêves et les créations musicales sont admises, sans frontières, sans avis.

Jeudi 9 avril / Concert des Mondains (rock)

Les Mondains jouent des rythmes chaloupés avec des maracas, font de belles mélodies sur leurs jolis claviers vintage, mélangent allègrement pop 60's et bossa avec quelques influences garage punk qui refont parfois surface.

Vendredi 10 avril / Concert de Los Marenegos (cumbias y cuecas)

Cumbias, cuecas, boleros, son landos et autres rumbas n'ont plus de secrets pour ces jeunes musiciens franco-chiliens installés à Bordeaux.

Ils vous feront voyager (et sans doute danser !) à travers les grands classiques de ces musiques du continent sud américain.

Samedi 11 avril / Soirée flamenco autour du guitariste Pascual Gallo

Projection d'un documentaire sur l'artiste, PASCUAL GALLO, FLAMENCO réalisé par Michel Toutain suivie d'un concert de Pascual Gallo à la guitare, accompagné du chanteur El Bolino et d'une danseuse flamenco.



D'origine andalouse, fixé du côté de Biarritz, Pascual Gallo est considéré comme l'un des meilleurs guitaristes flamenco actuels.

Artiste exigeant et passionné, il est bien plus qu'un brillant interprète : il sait renouveler le genre tout en le respectant profondément.



L'Agenda de la Fondation

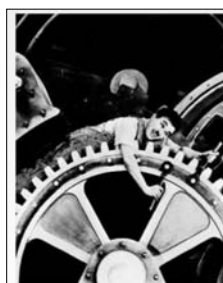
LES CONFERENCES DE LA FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ

A marquer d'ores et déjà dans vos agendas :

Dès le WE du 1^{er} Mai, deux semaines de débats, conférences, expositions, formations et animations permettront d'approfondir le thème "Travailler moins, et gagner autrement !".

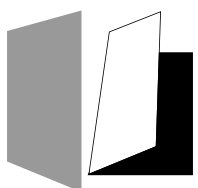


Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



A partir du 1^{er} mai 2009
**Travailler moins
et gagner autrement !**
Deux semaines de débats
Conférences, expos, formations, animations
proposées par la Fondation Manu Robles-Arangiz

Renseignements et inscriptions au : **06 14 99 58 79**
ou e.mail : ipar@mrafundazioa.org



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Pour le préfet et la chambre paloise

Michel Berhocoirigoin, résonne comme une énorme claque administrée au préfet et au président de la Chambre d'agriculture? L'avenir le dira. Enbata a recueilli les réactions de Michel Berhocoirigoin, président d'EHLG, Xalbat Falxa, Ainize-Monjoleko laborariari, et Xalbat Falxa, paysan, membre de Lagunak.

Deux questions à...

Maryse Cachenaute, vice-présidente de Laborantza Ganbara

absolument légitime, mais le jugement conforte encore davantage la démarche.

Enbata: Comment analysez-vous l'attitude de la chambre paloise qui vouloit la perte d'EHLG?



Maryse Cachenaute

Maryse Cachenaute: Face à EHLG, nous voyons une chambre paloise avec des moyens dix fois plus importants, pourtant un peu désemparée qui cherche à se refaire une image à quelques jours du procès de EHLG, et se met à parler durabilité, viabilité... elle

qui dans les faits a si souvent encouragé la restructuration et cautionne en permanence un système d'aides qui favorise les plus nantis. Dans cette affaire, EHLG a appris ce que démagogie et harcèlement signifient. On aura tout tenté: nous salir, nous asphyxier financièrement...

Cependant, contre toute attente, EHLG tient bon, continue à travailler. Et c'est bien par le travail que la reconnaissance arrive: de plus en plus, paysans, collectivités territoriales font confiance à Euskal Herriko Laborantza Ganbara.

Nous en avons eu la preuve au procès du 29 Janvier: un procès exemplaire, impressionnant par la mobilisation, par la défense juridique impeccable. Je tiens à remercier tous ceux qui, chacun leur niveau, se sont mobilisés pour apporter leur soutien! Et le 26 mars c'est la relaxe: Euskal Herriko Laborantza Ganbara a gagné! Vous imaginez l'immense émotion, la joie contenue mais partagée par tant de monde, l'énorme soulagement. Enfin, EHLG pourra continuer à travailler de façon plus sereine.

Reste une question: ceux que l'on a voulu faire passer pour des «illégaux» ayant obtenu une totale légitimité, Messieurs les préfets, dirigeants de chambre et de la FDSEA, allez-vous changer de ton?

Xalbat Falxa, Ainize-Monjoleko laborariari

hontako laborantzaren geroa?

Xalbat Falxa: Gure geroa ez da laborantza industrial batean, gure geroa hemen da, laborantza iraunkor eta garbi bat eginez, beti mendia baliatuz posible delarik. Hortarako, badakit, EHLG beti hor ukanen dugula gure laguntzeko. Egia da prefeta eta «chambre d'agriculture»-aren lehendakariak, gaitzeko «laguntza» ekarri daukutelak: EHLG-ren lanaren eta famaren hedapenean Euskal Herritik-tik kanpo. Orain guri da lan egitea, gero eta laborari gehiagok laborantza iraunkor eta garbi baten hautua egin dezaten; guri ere frogatzea laborantza mota hori ekonomikoki bizikor dela. Ez dugu ahanzten, bixtan dena, Euskal Herriak, laborantza egitura ofizial baten beharra baduela, eta hori ardietsi artio segitu behar dugula. Anartean, garrantzia haundiko ttantto bat irabazi dugu. Uste dut eskerrak zor dizkiegula laguntzaile guzieri, irabazten lagundu gaituzten guzieri. Horieri guzieri hitzordua emai-

ten diegu ortziralean, apirilaren 3-an, arratseko 8-etan, Ainize-Monjolosen, gure garaipena goxoki eta xintxoki elgarrekin ospatzeko.



Xalbat Falxa

Par réquisitions du 15 juin 2005, le Procureur de la République ordonnait une enquête confiée à la Police Judiciaire de BAYONNE.

Sur le fondement de l'article 433-13 du Code Pénal il est reproché à Monsieur Michel BERHOCOIRIGION, d'avoir entre mars 2005 et juillet 2008 Exercé une activité dans des conditions de nature à créer dans l'esprit du public une confusion avec l'exercice d'une fonction publique ou d'une activité réservée aux officiers publics ou ministériels, et en l'espèce une confusion avec la Chambre d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques établissement public professionnel placé sous tutelle de l'Etat, En procédant à la création et à la déclaration en Préfecture de l'association de droit privé "EUSKAL HERRIKO LABORANTZA GANBARA" appellation signifiant en langue basque "chambre d'agriculture du Pays Basque" Et en présidant l'association dont l'objet, les missions, l'organisation et la dénomination présentent des ressemblances avec la chambre d'agriculture des Pyrénées Atlantiques et ce, malgré les avertissements de l'autorité préfectorale;

Il est reproché le même délit à l'association EHLG En ayant notamment un objet, des missions et une organisation présentant une ressemblance avec l'objet, les missions et l'organisation de la chambre d'agriculture des Pyrénées Atlantiques, Et en utilisant l'appellation "Euskal Herriko Laborantza Ganbara" signifiant en langue basque "chambre d'agriculture du Pays Basque", Et ce, malgré les avertissements de l'autorité préfectorale.

Pour caractériser à la charge des prévenus ce délit de confusion provoquée avec une fonction publique, il convient d'en examiner les éléments constitutifs;

La fonction protégée par l'article 433-13 du code pénal est une fonction publique, l'activité réservée aux officiers publics ou ministériels ne concerne en rien le présent dossier.

Si une chambre d'agriculture telle que définie par le code rural comme un établissement public économique sous tutelle de l'Etat, n'est pas intrinsèquement une fonction publique, l'interprétation large de la notion de fonction publique comme étant "celle qui donne à celui qui en est investi une participation quelconque à l'exercice de la puissance publique" permet d'appliquer aux activités de la chambre d'agriculture et en tout cas à celles bénéficiant d'un monopole légal, le régime de protection légale;

Les actes matériels punissables au titre de l'article 433-13 du code pénal doivent être des actes positifs aptes à provoquer des erreurs sur la qualité de leur auteur.

-6-

Les statuts de l'association EHLG fixent :

Son objet à savoir "contribuer au développement d'une agriculture paysanne et durable dans le cadre d'un développement concerté sur le territoire du Pays Basque"

Ses missions à savoir

- * organiser la formation et l'information des agriculteurs pour leur permettre de développer une agriculture durable et paysanne.
- * être un organisme de conseil, d'animation et d'accompagnement des agriculteurs dans leurs exploitations.
- * accompagner l'émergence de projets et de partenariats entre acteurs concernés par les questions agricoles et rurales, allant dans le sens d'un territoire vivant et solidaire.
- * développer la coopération transfrontalière dans le domaine des affaires agricoles et rurales.
- * De développer des partenariats avec les collectivités territoriales, l'administration et les secteurs socioprofessionnels concernés par les questions agricoles.
- * plus largement de contribuer à toute activité permettant un développement durable du Pays Basque.

S'agissant des chambres d'agriculture, elles constituent, selon les dispositions du code rural, dans chaque département, auprès de l'Etat ainsi que des collectivités territoriales et des établissements publics qui leur sont rattachés, l'organe consultatif, représentatif et professionnel des intérêts agricoles, elles peuvent être consultées par les personnes publiques sur toutes les questions relatives à l'agriculture, elles peuvent émettre des avis et formuler des propositions sur toute question entrant dans leurs compétences et visant le développement durable de l'agriculture et de la forêt ainsi que promouvoir ou participer à toute action ayant les mêmes objets;

Leurs missions sont :

- * d'assurer l'élaboration de la partie départementale du programme régional de développement agricole et rural
- * de contribuer à l'animation et au développement des territoires ruraux
- * de participer à la définition du projet agricole élaboré par le représentant de l'Etat dans le département
- * d'être associées à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme
- * d'être consultées par les collectivités territoriales au cours de l'élaboration de leurs projets de développement économique

Si peuvent être relevés des objectifs communs comme le développement durable de l'agriculture, ces similitudes, comme celle ayant trait à la répartition par collègues des membres, sont insuffisantes à caractériser le délit ;

Aucune ambiguïté ne saurait être invoquée concernant le lieu d'activité - AINHICE-MONGELOS et PAU - ni concernant les sigles et logos utilisés;

-7-

F
A
C
-
S
I
M
I
L
É
D
U
D
É
L
I
B
É
R
É

Verdict du procès EHLG

Deux questions... à Patxi Noblia, président de Laborantza Ganbararen Lagunak

Concernant, l'exercice effectif de l'activité, l'enquête de la police judiciaire n'a pas amené la découverte de documents ou d'écrits émanant de l'association EHLG comportant l'appellation Chambre d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques ni Chambre d'Agriculture du Pays Basque en langue française;

La procédure ne fait pas non plus état d'interventions de l'association EHLG dans le domaine réservé à la Chambre d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques, et dans les activités du secteur concurrentiel, aucune confusion n'est non plus relevée dans les relations avec les partenaires institutionnels qu'il s'agisse du Conseil Régional d'Aquitaine dans l'attribution d'une subvention ou du Syndicat Mixte du Contrat de rivière des Nives dans l'attribution d'un marché de diagnostic dans lequel concourrait d'ailleurs également la Chambre d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques.

Quant au nom de l'association EHLG, le fait qu'il soit en basque exclut la confusion car pour le public, toute institution publique française a une dénomination en français.

Enfin sur l'élément intentionnel du délit, il n'est pas établi à la charge de l'association EHLG ni de son président le choix délibéré de tromper les tiers.

La seule revendication de la création d'une chambre d'agriculture du Pays Basque ne saurait démontrer cette intention coupable.

Les différents termes employés en français pour désigner EHLG à savoir "chambre d'agriculture dissidente", "chambre d'agriculture bis", "chambre d'agriculture alternative" ou même "chambre d'agriculture du pays basque" sont de la responsabilité des divers médias qui les utilisent.

Il est à relever que la Chambre d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques n'a pas elle même dénoncé les faits et qu'en quatre ans d'existence il n'est pas rapporté par la Chambre d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques ou par quiconque un cas de confusion avéré.

En conséquence le délit n'est pas constitué et les prévenus sont renvoyés des fins de la poursuite.

Il est ensuite reproché à l'association EHLG et à Monsieur Michel BERHOCOIRIGOIN d'avoir utilisé l'appellation "euskal herriko laborantza ganbara" signifiant en langue basque "chambre d'agriculture du pays basque" comportant ainsi l'emploi des mots "chambre d'agriculture" sans autorisation ni dérogation et malgré les mises en garde de l'autorité préfectorale alors que ces termes sont réservés aux seuls établissements publics constitués dans les conditions prévues par les lois en vigueur.

-8-

Nonobstant les subtilités linguistiques développées au cours des débats sur la traduction de l'appellation "euskal herriko laborantza ganbara" il ne peut être contesté que EHLG se traduit par "chambre d'agriculture du pays basque".

L'emploi de la langue basque, comme de toute autre, ne met certes pas en soi celui qui l'utilise hors du champ pénal notamment en matière d'insultes, de menaces ou d'outrages.

Cependant la loi pénale est d'interprétation stricte et la protection de l'article 1er de la loi du 12 novembre 1956 vise les mots "chambre d'agriculture" et non leur traduction en quelconque langue.

Ces mots ne sont pas ceux employés pour désigner l'association EHLG.

Ainsi le délit n'est pas constitué et les prévenus sont renvoyés des fins de la poursuite de ce chef.

2° - SUR L'ACTION CIVILE

Attendu que LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DES P.A. s'est constituée partie civile à l'encontre de l'Association EUSKAL HERRIKO LABORANTZA GANBARA et de Monsieur Michel BERHOCOIRIGOIN;

Attendu que sa demande est recevable et régulière en la forme;

Que sa demande tend au paiement de la somme de 1.00 euro au titre du préjudice moral;

Et au titre de l'article 475-1 du Code de Procédure Pénale, la somme de 2500.00 euros;

Attendu que les prévenus étant renvoyés des fins de la poursuite, il y a lieu de débouter la partie civile de ses demandes;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement et en premier ressort,

Contradictoirement à l'égard de ASSOCIATION EUSKAL HERRIKO LABORANTZA GANBARA
Contradictoirement à l'égard de Monsieur BERHOCOIRIGOIN Michel

1° - SUR L'ACTION PUBLIQUE

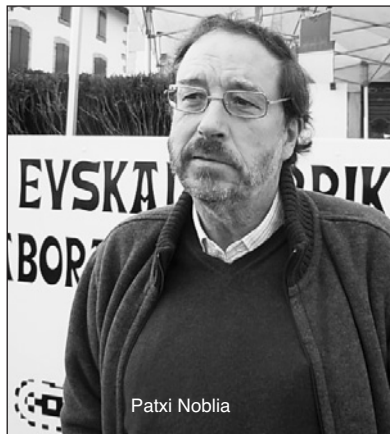
Renvoie association EUSKAL HERRIKO LABORANTZA GANBARA des fins de la poursuite sans peine ni dépens en application des dispositions de l'article 470 du Code de Procédure Pénale;

Renvoie Monsieur BERHOCOIRIGOIN Michel des fins de la poursuite sans peine ni dépens en application des dispositions de l'article 470 du Code de Procédure Pénale;

-9-

ENBATA: Laborantza Ganbararen Lagunak que vous présidez prend une part active au fonctionnement et à la défense d'EHLG. Vous devez être satisfait du verdict de jeudi dernier?

Patxi Noblia: Ce verdict est juste et mérité. Enfin justice est rendue et bien rendue! Cette fois, elle aura fait coïncider les éléments



Patxi Noblia

de droit et juridiques avec l'éthique et la morale; le magnifique travail de la défense, renforcé par l'immense vague de solidarité n'y auront pas sans doute été pour rien. Il convient aussi de souligner la sereine et exceptionnelle clairvoyance de son président et de son équipe, qui auront su, durant ces longues années d'attaques injustes, franchir tous les écueils et dépasser les multiples provocations.

Méritée donc cette absolution de tous les vices et maux attribués à cette simple association qui ne prétendait, en l'absence d'institution idoine, que proposer des solutions porteuses d'avenir et adaptées aux spécificités de l'agriculture du Pays Basque.

Méritée cette gifle qui fait sombrer dans le ridicule les constantes agressions et manœuvres préfectorales tout en tournant le dos sans vergogne à l'intérêt général et public en l'absence de toute objectivité ou du simple bon sens.

Mérité ce désaveu du silence glacial de Mme Alliot-Marie, originaire —selon elle— de Saint-Jean de Luz, patronne des préfets, qui aurait dû stopper cette gabegie dès son arrivée au ministère de l'Intérieur.

Après quatre ans de harcèlements et d'achar-

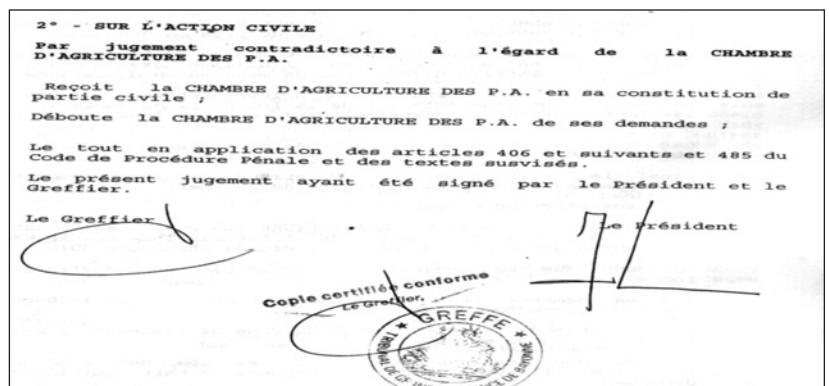
nements administratifs et judiciaires extraordinaires à l'égard d'une exemplaire démarche citoyenne, va-t-on remiser les couteaux pour que Laborantza Ganbara puisse travailler tranquillement, même si au passage elle aura gagné une notoriété et une sympathie inespérées du fait des mauvais coups injustes dont elle aura été victime?

Enbata: L'hypothèque du procès étant levée, Laborantza Ganbara pourra poursuivre son travail plus sereinement en attendant une institution officielle pour l'agriculture d'Iparralde?

Patxi Noblia: Une page victorieuse est désormais tournée et bien tournée. De nouveaux chapitres vont s'ouvrir, qui seront encore plus difficiles à gagner. Laborantza Ganbara, débarrassée de ce fardeau psychologique et des contraintes en temps et argent du fait de tous ces procès, doit passer maintenant à la vitesse supérieure pour répondre au mieux à ses objectifs et missions. Les paysans du Pays Basque doivent se voir aidés, confortés dans leur conquête de valeur ajoutée, dans leur travail pour la qualité, dans les économies d'énergie, dans la protection environnementale.

Malgré et à cause de la crise, des chantiers immenses et décisifs sont encore à gagner, accompagnés de tous les changements culturels nécessaires. Il faudra élargir les démarches et initiatives pour lancer des ponts solides et variés vis-à-vis des autres, de l'agroalimentaire local, des restaurateurs, des consommateurs, de la marque *Made in Pays Basque*, et bien sûr des paysans de «l'autre bord».

Ce travail quotidien est moins spectaculaire ou exaltant que la lutte contre les injustices flagrantes, c'est pourtant par là que dans 2, 3 ou 5 ans Laborantza Ganbara gagnera son formidable pari en gagnant avec l'immense majorité des paysans du Pays Basque. On peut toujours rêver que l'Etat puisse rapidement, en ravalant la pilule amère, abandonner la stratégie de la matraque agricole pour rouvrir les portes d'une vraie concertation, afin de mettre en œuvre, dans ce domaine comme dans d'autres, les avancées institutionnelles qui seront toujours nécessaires à l'équilibrage et à l'avenir de notre territoire.



Le PSOE et le PP scellent leur accord

Les deux partis ont signé un document détaillé qui garantit au socialiste Patxi Lopez le poste de président du gouvernement autonome basque et au PP la présidence du Parlement

La messe est déjà dite. Le 26 mars, les deux formations espagnoles qui détiennent la majorité absolue au Parlement autonome issu des élections du 1^{er} mars, ont paraphé un accord. Le PP votera l'investiture de Patxi Lopez au poste de Lehendakari et présidera le parlement autonome. La droite s'engage à voter le prochain budget socialiste. Cet accord contient un certain nombre d'engagements répartis en neuf chapitres: éducation, santé, politique linguistique, économie, lutte anti-

terroriste, TGV, etc. Son contenu sera présenté le 3 avril où se réunira pour la première fois le nouveau parlement basque qui élira son président. Le PP aurait voulu que cet accord prévoit son accession à la tête de la députa-tion d'Alava et donc l'éviction du PNV. Ce dernier ne doit actuellement ce poste qu'au soutien du PSOE, alors que le PP est le premier parti alavais. Dans les mu-

Résister à la pression de la droite

L'attitude du PSOE est facilement compréhensible. Sa situation demeure extrêmement fragile aux Cortés où, après le retrait du PNV, il peine à conserver sa majorité face au PP. On l'a vu encore le 17 mars. Au bout de très laborieuses né-

gociations auprès d'une poussière de partis périphériques qui font monter les enchères, il est difficilement parvenu à résister à la pression de la droite. Désormais, tout se jouera encore davantage à Madrid plutôt qu'en Pays Basque. Le vent peut tourner très rapidement et Patxi Lopez n'aura alors d'autre ressource que de rechercher un autre allié. Ce ne peut être que le PNV. Il se doit donc

La crainte du bureau vide

de le ménager. Dépourvu de toute expérience de gouvernement et ne pouvant compter que sur le soutien fiable de seulement un quart des élus de la Chambre (1), le futur Lehendakari doit, malgré le «péché originel» de son investiture, se poser en rassembleur, au centre d'une carte politique basque toujours extraordinairement éclatée. Il doit aussi faire ses preuves dans un contexte économique très défavorable qui peut avoir des effets déstabilisateurs sur le plan politique. Attiser les haines, humilier des alliés potentiels, aggraver les fractures, en principe tout cela ne devrait pas être à l'ordre du jour, dans la mesure où nous avons affaire à un dirigeant intelligent qui voit un peu plus loin que le bout de son nez.

piaffent déjà d'impatience à la porte de ministères. Le futur Lehendakari a déjà fait savoir que beaucoup de haut-fonctionnaires seraient confirmés à leurs postes.

En matière de soutien à culture et à la langue basques, en matière d'enseignement, des révisions déchirantes sont prévisibles. Comme en ce qui concerne les aides dont bénéficie Iparralde ou encore l'application du statut d'autonomie et ses compétences toujours en suspens. Mais il est difficile de mesurer aujourd'hui quelle sera l'ampleur du changement politique en Pays Basque.

On sait que EA et EB, les deux grands perdants aux élections du 1^{er} mars, traversent des moments difficiles. Mais qu'en est-il du PNV? Tous les partis qui abandonnent le pouvoir traversent inévitablement une période de crise interne: tensions et réveil des haines recuites, rivalités entre dirigeants, difficultés à élaborer un nouveau projet politique et à faire émerger un patron crédible et rassembleur. La cure d'opposition n'est jamais simple à gérer. Il faudra beaucoup de talent à Iñigo Urkullu et à Juan José Ibarretxe pour surmonter ces épreuves. Malgré une défaite annoncée, le Lehendakari toujours en fonction annonce qu'il sera candidat face à Patxi Lopez. Ibarretxe se pose déjà en leader de l'opposition.

(1) Visiblement Patxi Lopez désire gommer sa situation de dépendance à l'égard du PP. Il traîne des pieds pour apparaître en photo aux côtés des leaders locaux du Parti populaire, Basagoiti ou Oyarzabal qui souhaitent montrer publiquement «qui l'a fait roi».



PSOE et PP ont scellé l'accord de gouvernement

■ **Ce serait ETA.** Une bombe d'environ deux kilos d'explosifs a éclaté le 26 février à 1 heure du matin à l'extérieur de l'immeuble où réside Juan Manuel Arana, à Zornotza. Les dégâts ont été limités. L'attentat a été attribué à ETA. Le propriétaire de la résidence est le président des Chantiers navals «Astilleros de Murueta».

■ **Accident.** La compagne et une amie du preso Mikel Lizarribar, incarcéré à Teruel, ont été victimes le 21 mars d'un accident sur la route de la prison, à hauteur de Daroca (Aragon). La première, blessée à la tête et à l'épaule, a été soignée à l'hôpital voisin.

■ **Plusieurs libérations.** L'Hendayais Patxiku Gimon a été libéré le 25 mars de sa prison de Saint-Maur. Il avait été arrêté en décembre 1999 dans les Landes, et condamné pour appartenance à ETA. En liberté conditionnelle, il a pu cependant regagner Hendaye, où un accueil amical lui a été réservé. Huit militants avaient été emprisonnés sur ordre de Garzón, treize jours à peine après que D3M eût présenté ses candidats, interdits peu après. C'était le

23 janvier. Ils ont été libérés le 25 mars. Ils ont dû verser 6.000 € chacun de caution.

■ **Garzón matraque.** Baltasar Garzón a rendu le 24 mars une nouvelle ordonnance selon laquelle il lance des poursuites contre quarante-quatre militants de Batasuna, ANV et EHAK. Faisant suite à la suspension le 26 août 2002 des activités du premier de ces partis, puis à celle des deux autres, il accuse chacune de ces personnes du délit d'«intégration à une organisation terroriste» (ETA). Seuls dix de la liste sont actuellement en liberté. Parmi eux, se trouvent quatre Basques de citoyenneté française: Jean-Claude Agerre, Xabi Larralde, Haizpea Abrisketa et Aurore Martin. Tous sont cités à comparaître devant lui à Madrid, les 13, 14, 15, 16, 17 et 20 avril. Rappelons que Batasuna n'est pas interdit côté français, et qu'il possède une permanence à Bayonne.

■ **Interpellations de jeunes.** Plusieurs dizaines de personnes se sont réunies le 22 mars à Irisarri pour protester contre l'interpellation de deux jeunes du village bas-navarrais. On les accuse

d'avoir peint des slogans, il y a quelque temps, sur la gendarmerie locale. Ils ont été relâchés dans la soirée. L'un d'eux n'a que seize ans.

■ **Procès.** Privés d'euskara pendant leur procès à Paris du 21 au 27 mars,

trois membres présumés d'ETA risquent de douze à quatorze ans de prison. Un quatrième, accusé libre, Thierry Idiart, s'est entendu requérir contre lui cinq ans de prison, avec éventualité de sur-

La mort d'un abertzale

FIGURE de l'abertzalisme, Gorka Agirre nous a laissés le 22 mars à l'âge de 59 ans. Neveu du premier Lehendakari, né en exil à Anvers, il a, par la suite, passé son adolescence à Saint Jean de Luz, ce qui lui a permis de tisser des liens qui s'avéreront précieux, avec la classe politique locale, et les deux générations de réfugiés. Vite membre de l'Euskadi Buru Batzar du PNV, homme de confiance d'Arzallus et des différents Lehendakari, il était affecté aux relations internationales. Il a été un artisan auprès d'Ibarretxe du Foro de Biarritz consacré aux échanges Europe-Amérique du Sud, à partir de l'initiative de la station balnéaire la-bourdine. Il a surtout fait un travail re-

marquable de rapprochement entre les courants abertzale, servant notamment d'intermédiaire avec Herri Batasuna dont il connaissait personnellement tous les dirigeants. Cette proximité lui avait valu d'être poursuivi par le juge Garzón pour l'affaire non encore jugée du bar «Faisan» de Behobie, où des paiements étaient supposés être effectués au profit d'ETA.

La classe politique lui a rendu un hommage appuyé dans le lieu hautement symbolique Sabin Etxea, la résidence du Lehendakari, à quelques jours du relais probable entre les successeurs abertzale de son oncle et un socialiste qui ne l'est pas.



Il y a quinze ans : le génocide du Rwanda et... le Pays Basque

IL y a exactement quinze ans, entre avril 1994 et juillet 1994, au Rwanda, (au moins) 800.000 personnes, en majorité de l'ethnie Tutsi, ont été exterminées par le régime aux mains des Hutu. Ces massacres sont considérés unanimement par la communauté internationale comme relevant d'un génocide. Ce dernier marquera les «*Annales*» de l'Histoire comme ayant été le dernier génocide du XX^e siècle. Les faits que je vais relater ici risquent de paraître inconcevables au lecteur qui n'a jamais entendu parler de cette «*affaire*». Loin d'être le fruit de mes propres élucubrations, ils sont pour la plupart extraits d'un ouvrage intitulé: «*L'inavouable. La France au Rwanda*» publié aux éditions Les arènes en 2004. Son auteur, Patrick de Saint-Exupéry était présent au Rwanda durant le génocide comme correspondant d'un des plus grands quotidiens français: le très respectable *Figaro*. Journaliste reconnu par ses pairs, il est d'ailleurs titulaire de différents prix, dont le prix Bayeux des correspondants de guerre. Evidemment, les sources concernant le génocide du Rwanda sont multiples. Mais il est tout à fait notable de constater que bon nombre d'entre elles convergent vers le constat fait par P. de Saint-Exupéry sur le terrain: que des soldats français «*aient pu former, sur ordre, les tueurs du troisième génocide du XX^e siècle*» [P. de Saint-Exupéry, 2004, p.93]. Mais quel est donc le lien avec le Pays Basque? Il est double. Il tient d'abord à la tenue du sommet France-Afrique, ici même à Biarritz, en novembre 1994, c'est-à-dire seulement quelques mois après le génocide du Rwanda. Pour François Mitterrand —Président de la République en fonction— il fut difficile de ne pas mentionner le sujet. Officiellement, ce fut pour lui l'occasion de verser de grosses «*armes de crocodile*» sur le drame humanitaire qui venait de se produire, car en «*off*», François Mitterrand avait affirmé durant l'été à des proches que, «*dans ces pays là, un génocide c'est pas trop important*» [P. de Saint-Exupéry, pp.174 & 185]. Dans le cadre des réseaux de la France-Afrique, les relations avec le Rwanda datent au moins de la fin des années 60. Mais ils se sont considérablement resserrés à partir du début des années 90, sous les

Xabi Larralde

auspices du conseiller du Président pour les affaires africaines d'alors: Jean-Christophe Mitterrand, le propre fils de François Mitterrand! A partir de 1990, la France va ainsi acheminer des «*tombereaux*» d'armes au régime du président hutu Juvénal Habyarimana et mettre en place... des programmes d'instruction militaire... [P. de Saint-Exupéry,

«le 1^{er} RPIMA stationné à Bayonne aurait participé à des missions de formation de militaires rwandais ayant perpétré le génocide»

pp.176-177]. Et c'est là qu'on en arrive au second lien entre cette «*affaire*» et le Pays Basque. En effet, parmi les militaires présents au Rwanda de 1990 à 1993 figurent, aux dires de P. de Saint-Exupéry, ceux du 8^{ème} RPIMA (régiment parachutiste d'infanterie marine), du 2^{ème} REP (régime étranger de parachutistes, légion étrangère), deux régiments de la 11^e division parachutiste qui est «*le creuset du service "action", le bras armé de la DGSE*» (services du contre-espionnage) [P. de Saint-Exupéry, p.201]. Mais on y trouve également ceux du 1^{er} RPIMA de Bayonne... Il faut savoir que ce régiment d'élite basé chez nous fait partie des forces spéciales. Il est l'émanation de la 1^{ère} demi-brigade coloniale de commandos parachutistes (1^{ère} DBCCP) créée par le général Massu. Le 1^{er} RPIMA est intégré au Commandement des Opérations Spéciales (COS). Mis en place en 1992, le COS quant à lui, n'est ni plus ni moins, d'après P. de Saint-Exupéry, qu'une «*structure appelée à être le bras armé de notre désir d'empire, de ce souverain désir de puissance*» [P. de Saint-Exupéry, p.276]. Ses prérogatives «*tiennent en quatre mots: "assistance, soutien, neutralisation et action d'influence"*. Ce sont les quatre piliers de la guerre secrète» [P. de Saint-

Exupéry, p.277]. A partir de 1993, l'amiral Lanxade, chef d'état major des armées, va autoriser le COS à développer des «*capacités de guerre psychologique*». Selon P. de Saint-Exupéry, «*c'est la voie ouverte à la mise en œuvre officielle de notre doctrine de la "guerre révolutionnaire"*» [P. de Saint-Exupéry, p.278]. Cette doctrine de la «*guerre révolutionnaire*» a été appliquée pour la première fois durant la guerre d'Algérie par les militaires commandés par le fameux Général Massu. Pour ce faire une idée de ce que cette première application a pu donner, je renvoie au témoignage du Général Aussaresses [*Services spéciaux, Algérie 1955-1957*, éditions Perrin, 2001] dont le récit édifiant décrit, entre autres «*techniques*» utilisées à l'époque, l'usage massif de la torture et l'élimination à grande échelle de «*suspects*». Pour en revenir au Rwanda, on peut se dire que, peut-être, les militaires français n'étaient pas au courant du génocide qui se tramait. Difficile à croire, voire impossible à envisager. Car au-delà des seuls «*signaux*» déjà constatables sur le terrain (discours officiel du régime hutu, rapports des services secrets, etc.), un rapport d'enquête coordonné par la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) fait référence dès mars 1993 à des prémices de «*génocide*». Mais Paris ferme les yeux. Et on apprend dans un ouvrage très documenté sur «*l'histoire secrète de la V^e République*» coordonné par Roger Faligot et Jean Guisnel [éditions La Découverte, 2006] que, précisément, en mars 1993, est mise en place la mission «*Chimère*» consistant en «*l'envoi d'une vingtaine d'hommes du 1^{er} RPIMA commandés par leur chef de corps, le Colonel Didier Tausin, dont le rôle sera durant quelques semaines d'encadrer l'armée rwandaise*» [R. Faligot & J. Guisnel, pp.191-192]. Voilà donc la stupéfiante révélation que nous livrent les auteurs que j'ai cités: le 1^{er} RPIMA stationné à Bayonne aurait participé à des missions de formation de militaires rwandais ayant perpétré le dernier génocide du XX^e siècle! Cette révélation n'est sûrement pas bonne à entendre pour tous, mais j'estime qu'il est nécessaire que, quinze ans après les faits, nous en ayons connaissance ici même en Pays Basque.

Notre couverture: Le préfet (à dr.) et le président de la Chambre d'agriculture (à g.) déboutés de leur action contre EHLG.

Sur votre agenda

Apirila:

✓ **Du mercredi 1^{er} au mardi 7, HENDAIA** (Domaine d'Abbadia). Semaine du développement durable.

✓ **Mercredi 1^{er}, 10h30**, (Ecole primaire de la Plage). Atelier participatif: «*Agenda 21 et plan de déplacement à l'école plage*».

✓ **Jeudi 2, 18h** (Mairie). Atelier participatif: «*Aides financières aux particuliers*».

✓ **Vendredi 3, 17h30** (Ecole primaire de la Plage). Animation famille: «*Gouter bio et durable*».

✓ **Samedi 4, 10h30** (Mairie). Atelier participatif: «*Une charte environnement*

pour Hendaye».

✓ **Dimanche 5, de 10h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h30** (Beltzenia). Animation: «*Journée des familles hendayaises*».

✓ **Lundi 6, 18h** (Mairie). Atelier participatif: «*Lutte biologique intégrée*».

✓ **Mardi 7, 18h** (Mairie). Projection-débat: «*L'utilisation du BRF au verger*».

✓ **Jeudi 2, 19h, HIRIBURU** (Mur à gauche). Réunion publique: «*Non à la LGV - AHTri EZ*», organisée par la Communauté des communes.

✓ **Jeudi 2, 21h, MAULE** (cinéma Maule Baitha); **Vendredi 3 et samedi 4, 21h, DONIBANE GARAZI** (Vauban). Représentation de «*La Flûte en-*

chantée» de Mozart par Jean-Philippe Daguerre (Ecla théâtre).

✓ **Samedis 4, 11 et 18, de 18h à 20h, HELETA**, (Itsasoa, La Mer). La Cie Traboules propose des Ateliers terre, Animés par l'association l'Athanol. Inscriptions: 06 23 25 95 80 (5/10 euros).

✓ **Dimanche 5, 21h, BIARRITZE** (Gare du Midi). Après-midi musical: l'Harmonie bayonnaise fête ses 130 ans. Entrée 10 euros.

✓ **Jeudi 9 et vendredi 10, 21h, IZPURA** (salle Faustin Bentaberry). Les élèves du lycée de Navarre présenteront leur création en langue basque «*Lehenik aitaran*».

«Presokein Elkartasunez» soirée de solidarité avec les prisonniers politiques basques

le jeudi 2 avril à 19h
à St Jean Pied de Port

■ Cette année, la seizième édition de la soirée de solidarité et de soutien aux prisonniers politiques basques, organisée par un groupe de personnes autour de Mikel Epalza, se déroulera pour le jeudi 2 Avril, à 19h, dans une salle toute proche de la mairie de St Jean Pied de Port.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Verdict du procès EHLG.: énorme camouflet pour le préfet et la chambre paloise 4, 9 et 10

● Le PSOE et le PP scellent leur accord 11

Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr